Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

27 | 2001

Histoire de l'enseignement du français langue étrangère ou seconde dans le bassin méditerranéen.
Volume 1

Les œuvres françaises en Syrie à la veille de la Première Guerre mondiale : compétitions linguistiques et rivalités coloniales

Jean Riffier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/2570>

DOI : 10.4000/dhfles.2570

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Jean Riffier, « Les œuvres françaises en Syrie à la veille de la Première Guerre mondiale : compétitions linguistiques et rivalités coloniales », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 27 | 2001, mis en ligne le 31 janvier 2014, consulté le 27 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/2570> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.2570>

Ce document a été généré automatiquement le 27 mai 2021.

© SIHFLES

Les œuvres françaises en Syrie à la veille de la Première Guerre mondiale : compétitions linguistiques et rivalités coloniales

Jean Riffier

- 1 Lorsque Mgr Charmetant, en 1915, veut rendre hommage au cardinal Lavigerie, son prédécesseur à la tête de l'œuvre des Ecoles d'Orient, il rappelle un mot de Gambetta :
« Rappelez-vous le mot lapidaire de Gambetta, 'LE CARDINAL LAVIGERIE ET SES MISSIONNAIRES ONT RENDU A LA FRANCE PLUS DE SERVICES QU'UN CORPS D'ARMEE.' Ce mot, Gambetta l'a répété plusieurs fois... et il ajoutait avec insistance : *'Oui, plus de services qu'un corps d'armée, plus qu'une escadre de notre flotte'*¹. »
- 2 La simple évocation d'un rapport entre l'action d'établissements scolaires et celle d'un corps d'armée paraîtrait excessivement polémique si cette mention n'était pas faite par les acteurs mêmes de l'implantation de ces établissements et pour s'en faire honneur. La guerre ne serait donc pas, selon eux, le seul moyen d'assurer des conquêtes ; il y aurait des voies autres que militaires pour s'approprier des espaces géographiques. Si la diplomatie est la continuation de la guerre par d'autres moyens, et puisque les établissements scolaires français à l'étranger font partie de l'action diplomatique de la France, on peut se demander quels furent, à cet égard, le rôle, l'importance, l'efficacité propres de ces établissements.
- 3 A la veille de la première guerre mondiale, le partage de l'Empire ottoman n'est pas une vague perspective pour un avenir lointain. Ce partage a commencé, et depuis longtemps. Dès le XVII^e siècle, après l'échec du siège de Vienne en 1683, le démembrement de l'Empire ottoman commence. Dans sa partie européenne, l'Empire a perdu la plus grande partie de ses possessions : Grèce, Serbie, Moldavie, Bulgarie.... Au sud de la Méditerranée, l'Algérie est française en 1830, l'Egypte devient autonome en 1840. La Tripolitaine et la Cyrénaïque seront italiennes en 1912.

- 4 Les principales nations européennes se préparent à ce partage sans cacher leurs ambitions territoriales. Le tsar Nicolas 1er en 1853 compare l'Empire ottoman à un « homme malade » à la disparition duquel il convient de se préparer² :
- Nous avons sur les bras... un homme très malade ; ce serait, je vous le dis franchement, un grand malheur si, un de ces jours, il venait à nous échapper, surtout avant que toutes les dispositions nécessaires fussent prises.
- 5 La position officielle de la France, pendant tout le XIXe siècle, est l'attachement au maintien de l'Empire ottoman. Mais cette position de principe n'interdit pas les arrière-pensées. Paul Cambon, ambassadeur de France à Constantinople, dans un télégramme du 23 décembre 1896, indique³ ainsi :
- L'engagement de maintenir l'Empire ottoman n'implique pas celui de respecter ou de garantir son intégrité. L'Empire ottoman peut-être maintenu tout en étant diminué de la Crète, de la Macédoine, du Kurdistan, de la Syrie, etc.
- 6 La France a des visées sur une région de cet empire, la Syrie. Mais qu'est-ce que la « Syrie » ? Ce qu'on appelle « Syrie » , en France, dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, ne doit pas être confondu avec le pays qui porte aujourd'hui ce nom. Dans l'organisation administrative ottomane, la Syrie n'existe pas. Aucun des vilayets, les provinces ottomanes, ne porte ce nom. La France a un consulat général de France en Syrie. Mais son siège est à Beyrouth, et sa circonscription qui va de Lattaquié à Haïfa comprend Nazareth mais pas, par exemple, Damas. Il existe, d'autre part, en France à cette époque, une représentation commune de la Syrie. Les publications françaises consacrées à la Syrie, ouvrages de vulgarisation historique ou géographique, guides ou récits de voyageurs, désignent par le terme de Syrie une réalité géographique qui, pour l'essentiel, est constante et fait l'unanimité. C'est une grande Syrie qui va des chaînes du Taurus au nord jusqu'au désert du Sinai au sud. Et c'est cette Syrie que veulent s'approprier les tenants de la Syrie française.
- 7 Les établissements scolaires français vont prendre leur part à la réalisation de cet ambitieux projet.

Les œuvres françaises en Syrie sous les gouvernements républicains : un dynamisme nouveau

- 8 À l'origine, les « œuvres françaises », ce sont les « bonnes œuvres » celles qui sont réputées assurer, dans l'autre monde, le salut. Jusqu'aux débuts de la Troisième République, sont regroupés, sous l'appellation d'œuvres françaises d'Orient, des établissements et des institutions très diverses : écoles bien sûr, mais aussi hôpitaux, églises, entretien d'un chapelain ici (à Tripoli de Barbarie), réparation ou ornementation de l'autel, là (à Alep). Progressivement, cette diversité se réduit et l'on ne trouve plus guère, sous l'appellation d'œuvres françaises, que des établissements scolaires. En 1898, près de 80% des sommes affectées à ces œuvres sont versés à des établissements d'enseignement. Ces « œuvres » sont « françaises » pour deux raisons.
- 9 D'abord elles sont placées sous la protection de la France. Celle-ci a en effet obtenu des autorités ottomanes, en vertu des Capitulations, d'exercer sa protection auprès de ses ressortissants ou auprès des établissements relevant de son protectorat. Le pouvoir ottoman s'oblige à faire appel au représentant de la France, consul ou ambassadeur,

pour le règlement de tout conflit ou différend avec ces établissements ou leur personnel.

- 10 Ces œuvres sont, d'autre part, françaises parce qu'elles reçoivent des allocations financières versées par le gouvernement français.
- 11 Les établissements scolaires français en Syrie sont dans leur quasi-totalité des établissements congréganistes. Certes des tentatives sont régulièrement effectuées pour implanter un enseignement laïque. Ces efforts, importants, ne rencontrent qu'un succès très limité. Plusieurs établissements échouent, malgré l'appui matériel et moral des autorités françaises. En 1914, il n'existe qu'un établissement français laïque en Syrie, - à Beyrouth - , celui de la Mission Laïque Française (M.L.F.) fondé par Deschamps, un des administrateurs de la M.L.F.

L'essor des établissements

- 12 Les établissements scolaires des congrégations latines en Syrie connaissent, sous la Troisième République, un essor considérable. Certes, il existait en Syrie depuis des temps très anciens, des ordres installés, comme les capucins ou les lazaristes, qui dirigeaient des établissements scolaires, principalement des écoles primaires. Mais, à partir de 1880, les ouvertures d'écoles se multiplient. Le territoire syrien se couvre d'un réseau d'établissements français de plus en plus dense. Dans la circonscription du consulat général de France à Beyrouth, sur les 47 établissements scolaires qui bénéficient en 1905 d'allocations régulières du ministère des Affaires étrangères, plus de la moitié, 28 exactement, ont été créés après 1880. Trois congrégations, les jésuites, les lazaristes et les frères des écoles chrétiennes, dirigent la plupart de ces établissements.
- 13 Du vivant même de Saint Ignace, les jésuites s'étaient implantés en Orient. Ils y avaient obtenu quelque succès puisque, rapportait un ambassadeur de France, les Turcs affirmaient préférer dix « ecclésiastiques ordinaires plutôt qu'un seul jésuite⁴ ». Les établissements orientaux des jésuites ont connu les aléas qui, de faveurs en disgrâces, ont rythmé l'histoire agitée de la Compagnie. Après la suppression en 1773 de la Compagnie par le pape Clément XIV, les établissements des jésuites en Syrie passent sous la direction des lazaristes. La Compagnie est autorisée à nouveau en 1814. Une zone d'activité lui a été attribuée, comme à toutes les autres congrégations, par la Sacrée Congrégation pour la propagation de la foi. Elle comprend Constantinople, l'Arménie, à partir de 1880, et surtout la Syrie. Le plus prestigieux des établissements jésuites est la faculté de médecine de l'université Saint Joseph, à Beyrouth.
- 14 Cette faculté, dirigée par un chancelier jésuite nommé par le gouvernement français, est ouverte à Beyrouth en 1883. Elle reçoit, en 1881, une subvention exceptionnelle d'investissement d'un montant de 150.000 francs et bénéficie d'une subvention annuelle de 93.000 francs pour son fonctionnement.
- 15 La décision d'ouvrir cette faculté est une décision politique. La nouvelle faculté doit concurrencer l'école de médecine fondée par des missionnaires américains dans cette même ville et soupçonnée de servir les intérêts de l'influence anglaise. En 1898, Paul Cambon, ambassadeur de France à Constantinople évoquera en ces termes⁵ les raisons qui ont présidé à la création de cet établissement :

La pensée qui a présidé à la fondation de cette faculté est due à Gambetta et au Cardinal Lavignerie. Leur idée était de créer en Syrie une grande école française où les jeunes gens du pays viendraient s'instruire dans les sciences médicales, se perfectionner dans l'étude de notre langue, pour se répandre ensuite dans tout l'Orient comme autant d'amis de notre influence et de notre civilisation. La pensée première des fondateurs marque donc bien le but de l'institution : c'est une pensée politique et une institution de propagande.

- 16 Les Lazaristes arrivent en 1784 en Syrie, pour y remplacer les jésuites. Quelques années après, la Révolution française qui ferme leur noviciat de Saint-Lazare entraîne leur disparition presque totale de la région. En 1817 ils y reviennent en ouvrant, ou réouvrant leurs établissements. Les Lazaristes assurent la direction spirituelle des sœurs de la charité, appelées aussi, pour cette raison, les sœurs de Saint Vincent de Paul. Les sœurs de la charité, comme les Lazaristes, ont de multiples établissements, orphelinats, écoles, hôpitaux en Syrie comme dans tout l'Empire ottoman.

- 17 Le principal établissement des Lazaristes en Syrie est le collège d'Antoura. Cet établissement, fondé par les jésuites, en 1652 devient un établissement d'enseignement secondaire en 1834. Il reçoit depuis 1842 sur les crédits d'Orient une allocation régulière annuelle pour l'entretien de boursiers du gouvernement français. Le collège d'Antoura est apprécié des consuls français en raison de son patriotisme sans mélange.

Si la compagnie de Jésus revêt un caractère international... l'ordre des Lazaristes est purement français, et même chauvin. Aussi, les élèves d'Antoura se ressentent-ils des sentiments de leurs maîtres à l'égard de la France. Dans aucun collège, on n'apprend notre langue comme à Antoura ; nulle part, on n'étudie notre histoire avec plus de soin⁶.

- 18 A la différence des jésuites et des Lazaristes dont la présence en Orient est ancienne, les frères des écoles chrétiennes n'arrivent que tardivement en Syrie. Ils ouvrent un premier collège à Jérusalem en 1878, Rapidement, ils s'implantent sur le littoral de la Méditerranée. Ils ouvrent une école à Jaffa, en 1882. Puis ils s'établissent à Haïfa et Nazareth. La multiplication de ces établissements, et leur succès, conduisent les frères des écoles chrétiennes à créer à Bethléem en 1893 une école normale pour former des enseignants. En 1886, les frères des écoles chrétiennes s'installent à Tripoli, à 80 kilomètres au nord de Beyrouth puis à Lattaquié. Enfin ils arrivent à Beyrouth en 1890.

- 19 Les frères des écoles chrétiennes sont les partenaires considérés et écoutés des autorités françaises qui se plaisent à souligner la qualité de leur enseignement, et son caractère pratique, en même temps qu'elles signalent leur parfait dévouement au service des intérêts de la France. Le consul général de France à Beyrouth, en mars 1905, en fait un éloge appuyé :

Exempts de préoccupations religieuses excessives, très bien formés en vue de l'enseignement, les Frères sont pour nous d'excellents collaborateurs⁷.

Les crédits d'Orient

- 20 Tous ces établissements d'enseignement reçoivent du gouvernement français une allocation. Les crédits affectés à ces subventions sont inscrits sur le budget du ministère des Affaires étrangères et votées tous les ans par le Parlement. Ils sont connus sous l'appellation de crédits d'Orient. Ces allocations sont une tradition ancienne. Depuis longtemps, des crédits étaient accordés à des établissements scolaires, hospitaliers ou à des activités purement religieuses dans l'Empire ottoman. Cependant les

gouvernements républicains introduisent dans cette pratique traditionnelle deux ruptures qui en changent la nature.

- 21 D'abord, les crédits augmentent considérablement et les allocations font désormais l'objet de versements réguliers. En 1882, les crédits d'Orient se montent à 250.000 francs. Ils sont multipliés par deux en 1883 et passent à 500.000 francs. Le même gouvernement qui engage la lutte contre les congrégations à l'intérieur double les crédits versés en large partie à ces congrégations en Orient. Ces crédits continuent à progresser les années suivantes. S'ils baissent en 1903, - ils sont ramenés de 850.000 francs à 800.000 francs, au plus fort de l'affrontement entre le gouvernement et les congrégations - cette baisse est cependant modérée et temporaire puisque dès 1909 les crédits augmentent à nouveau, jusqu'à atteindre 1.270.000 francs en 1914. L'augmentation du montant des crédits s'accompagne d'une plus grande régularité dans le versement des allocations. Initialement, l'allocation est un « secours », terme utilisé dans la dénomination du chapitre budgétaire. C'est une aide ponctuelle, versée une seule fois en raison de circonstances particulières et momentanées. Alors qu'en 1860, les trois quarts des allocations sont « accidentelles », les subventions exceptionnelles tendent à être remplacées par des aides régulières, versées annuellement. La quasi-totalité des allocations devient régulière à partir de 1882-1883. Cette évolution est constitutive de l'émergence d'une véritable politique de soutien aux établissements scolaires. Elle inscrit dans la durée l'action de l'autorité politique qui les accorde et qui se trouve engagée à les maintenir, sauf circonstance exceptionnelle. D'autre part, l'évolution de la répartition de ces crédits au sein de l'Empire ottoman montre une priorité claire en faveur de la Syrie qui en reçoit une part croissante. Dans le budget 1898, la Syrie consomme, à elle seule, la moitié des crédits d'Orient. Cette priorité apparaît dans les chiffres et les budgets. Elle fait aussi l'objet de déclarations explicites. Les établissements scolaires français de l'Empire ottoman ne peuvent pas tous prétendre recevoir à égalité la manne des crédits de la France. Les établissements prioritaires sont ceux qui sont implantés dans des zones géographiques que la France est susceptible de revendiquer ultérieurement, au premier rang desquelles la Syrie. A l'inverse, il est inutile de continuer à soutenir des établissements implantés dans des zones géographiques sur lesquelles la France n'a pas de visées particulières, voire qu'elle a décidé d'abandonner à l'influence d'une autre des Puissances.
- 22 C'est ce qu'avait demandé, dès 1888, un député, Paul Deschanel, fervent partisan du développement des œuvres françaises en Orient.

Il me paraît... que le meilleur moyen de tirer de notre protectorat tous les avantages que nous sommes en droit d'en attendre... ce serait - tout en conservant partout, bien entendu, nos positions acquises - de concentrer plus particulièrement notre action dans certaines régions déterminées. Ainsi, par exemple dans la Turquie d'Europe, où l'Autriche et la Russie rivalisent d'activités et dépensent des sommes énormes, nous pouvons nous contenter de sauvegarder avec nos ressources actuelles, notre situation présente... En Asie Mineure et en Arménie, où la Russie trouve devant elle l'Angleterre, nous sommes fixés aux principaux points du pays, il suffit également de nous maintenir. Mais les contrées que la nature et l'histoire, que nos droits les plus anciens et nos intérêts les plus actuels nous assignent comme principal champ d'opérations, c'est la Syrie et la Palestine⁸.

Compétitions scolaires et rivalités coloniales

- 23 Les établissements scolaires français en Syrie ont connu un développement massif et rapide. Le consul général de France à Beyrouth en souligne dans une dépêche⁹ du 21 septembre 1907 les heureux effets.

Il est donc permis de considérer comme probable que dans un assez bref délai la conquête de la Syrie par notre langue sera chose faite et irrévocable.

- 24 Cependant, cette situation ne peut être maintenue que par une vigilance de tous les instants. La concurrence entre les nations européennes est en effet très vive. La rivalité proprement politique et diplomatique qui les oppose, rivalité dont la Syrie est à la fois le théâtre et l'enjeu, s'exerce aussi, et peut-être prioritairement, sur le terrain des établissements scolaires. Les concurrents sont nombreux ; nous n'en examinerons que deux : la Russie et l'Italie. C'est la Société orthodoxe de Palestine, fondée en 1882, qui organise le développement des établissements scolaires russes. Le dynamisme dont elle fait preuve, en Palestine mais aussi en Syrie éveille l'attention inquiète des représentants de la France. En 1899, il y a 25 écoles russes dans le vilayet de Damas. Le consul de France à Damas dans une dépêche¹⁰ datée du 21 mars 1899 décrit les progrès de l'influence russe dans sa circonscription et il conclut :

Il n'est pas douteux que si le Gouvernement Russe, si bien secondé par la Société russe de Palestine, persévère dans cette voie, et tout porte à croire qu'il la poursuivra avec la ténacité accoutumée, il ne tardera pas à obtenir des résultats très importants qui assureront sa prépondérance en Syrie... Nous nous trouvons en présence d'une rivalité redoutable. Si nous voulons maintenir notre situation acquise nous ne saurions trop redoubler d'efforts et de sacrifices. Les Russes pour parvenir à leur but, n'ont fait que suivre notre exemple en créant des écoles nombreuses.

- 25 Il reste à définir le but précis que poursuivent les Russes. Pourquoi ouvrir des écoles et pourquoi le faire précisément en Syrie ? L'ambassadeur de France à Constantinople propose une explication. Il met en relief les ambitions territoriales de la Russie dans l'Empire ottoman et montre que la stratégie russe en matière scolaire doit être pensée comme une logique d'appropriation, de conquête de territoires. Dans une dépêche¹¹ du 21 août 1899 il écrit :

La Russie s'est installée à Jérusalem, elle y possède tout un quartier, y a bâti des couvents qui sont presque des forteresses, enfin s'y est établie en quelque sorte stratégiquement ; elle s'étend aujourd'hui vers le Nord. Son influence touche jusqu'à Nazareth où elle a fondé une école normale et trois établissements d'enseignement primaire que fréquentent en ce moment 366 enfants.

De ce point, elle remonte vers le Nord et c'est malheureusement sur une région qui hier encore était nôtre, le Liban, qu'elle s'est décidée à porter son plus énergique effort... Nous sommes de tous côtés enserrés au Liban où trente écoles russes sont arrivées à réunir sept cents enfants. Le cercle tracé autour de nous se rétrécit chaque jour davantage. On le resserre méthodiquement. Aujourd'hui on pourrait encore l'élargir ; demain, peut-être, il sera trop tard.

- 26 Mais l'Italie est le pays européen auquel s'oppose le plus constamment et le plus vigoureusement la France. En 1870, l'unité italienne est achevée, et le gouvernement italien manifeste bientôt son intérêt pour la Syrie, région dans laquelle, avec Venise et Gênes, l'Italie avait un passé, et aussi des souvenirs.
- 27 Francesco Crispi, qui arrive en 1887 à la tête du gouvernement italien, a pour ambition de doter l'Italie d'un empire colonial et il décide de faire des écoles italiennes

l'instrument de l'influence politique italienne en Orient. Le budget consacré aux écoles italiennes à l'étranger passe de 375.000 francs en 1888 à 783.000 francs en 1889 et dépasse le million de francs en 1890. Ce budget est consacré principalement à la création d'écoles nouvelles. En 1891, quatre-vingt-dix huit écoles italiennes gouvernementales sont créées à l'étranger avec un budget total de 1. 574. 000 francs, soit environ 15% du budget total du ministère des Affaires étrangères italien.

- 28 Les difficiles rapports entre le Vatican et la République italienne conduisent d'abord le gouvernement italien à promouvoir des écoles italiennes laïques mais le souci de la défense des intérêts politiques de l'Italie prend le pas sur la volonté de se livrer à une propagande anticléricale. Une réconciliation s'opère progressivement entre le Saint-Siège et le gouvernement italien. Elle est favorisée par la dégradation puis la rupture des relations entre la France et le Vatican : loi sur les congrégations en 1901, rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican en 1904, séparation de l'Église et de l'État en 1905.
- 29 Le développement des écoles italiennes reste d'abord limité à la région de Smyrne. Mais quand il commence à toucher la Syrie, l'émoi des autorités françaises est considérable. Ainsi, lorsque les Italiens tentent, en septembre 1912, d'ouvrir une école dans un des faubourgs de Damas, à Salihyeh, les réactions françaises sont très vives. Le consul français écrit dans une dépêche¹²: « Il faut que nous les devancions, c'est une question de vie ou de mort. »

Des politiques linguistiques et leurs enjeux

- 30 Chez les principales puissances européennes qui mènent en Orient une action dans le domaine scolaire, on trouve des caractéristiques communes.
- 31 D'abord, ces pays conduisent de véritables politiques. Leurs actions ne sont pas dispersées et éphémères. Elles s'inscrivent dans une durée longue. Elles témoignent aussi d'une vraie réflexion sur l'espace géographique et politique de la région. Cet espace est hiérarchisé. Les Russes, avec la Société de Palestine, privilégient d'abord Jérusalem et ses environs avant de commencer à s'implanter en Syrie. Les Italiens ont une priorité, c'est Smyrne ; ensuite c'est en Syrie qu'ils s'efforcent de développer leurs œuvres scolaires. Les Français distinguent l'essentiel, la Syrie, et l'accessoire, la plus grande partie des autres régions de l'Empire, à l'exception de la capitale Constantinople. Ils savent d'autre part que, pour occuper le terrain, il faut être présent à la fois au centre et à la périphérie. Il faut rester hégémonique au centre, à Beyrouth, où la suprématie de la France dans le domaine scolaire ne saurait être contestée. Mais il faut aussi être vigilant sur les marges, à la périphérie, à Alexandrette au nord ou à Saint Jean d'Acre au sud puisque, dans une négociation sur un partage territorial, ce sont ces marges qui sont le plus âprement discutées.
- 32 Enfin ces politiques ont un but, consciemment poursuivi même s'il n'est pas toujours explicitement indiqué. L'implantation d'établissements scolaires est bien un mode d'appropriation de territoires géographiques. Avant un partage de l'Empire ottoman que toutes prévoient, redoutent ou espèrent, les puissances européennes font de chacune de leurs écoles l'instrument et le signe de leur souveraineté à venir. Ces écoles font flotter le drapeau de la nation à laquelle elles appartiennent ; elles jouissent de la protection de cette nation, bénéficiant, de ce fait, d'un statut de quasi-exterritorialité.

Sur un territoire qui n'est plus, pour ainsi dire, que formellement ottoman, elles constituent autant de lieux dans lesquels la souveraineté a changé de mains.

- 33 Cette fonction stratégique des établissements scolaires permet seule de comprendre la démesure des réactions que soulève chez les responsables français la concurrence des autres nations dans le domaine scolaire.
- 34 Il ne s'agit pas d'un simple attachement à des valeurs culturelles ou morales, ou même de civilisation, dont la France serait porteuse et qui se trouveraient menacées par la concurrence étrangère. Il aurait d'ailleurs été malaisé de faire la démonstration que la mission civilisatrice de la France en Orient était incompatible avec l'existence d'écoles italiennes, d'autant que ces écoles italiennes étaient tenues parfois par les mêmes congrégations religieuses que les écoles françaises. La réflexion sur les contenus, les savoirs, les valeurs que doivent transmettre les établissements français est presque totalement absente des correspondances politiques entre les postes et le ministère des Affaires étrangères à cette époque.
- 35 Il s'agit encore moins de la défense de la langue française. L'enseignement du français dans les établissements scolaires marque d'abord et principalement le caractère français de cet établissement. Les établissements scolaires français dans une ville sont le signe déjà visible d'une présence française. Mieux, plus que le signe de la présence de la France dans un endroit, ils sont le signe que cet endroit est déjà la France, ils sont la France en cet endroit.
- 36 Chaque établissement, dépositaire d'une parcelle de la souveraineté nationale française, est l'annonce, la promesse en même temps que le moyen concret d'une souveraineté totale à venir. Une école française n'est pas seulement un lieu où se transmettent des savoirs, avec les polémiques que cela suppose : faut-il enseigner la France de saint Louis et des Croisades ou celle de Voltaire et de la Révolution ? Une école française, ce sont des murs, des fondations creusées dans un sol, et un drapeau tricolore qu'on y fait flotter. En conséquence, il ne peut y avoir de coexistence avec des établissements d'une autre nation. Laisser s'installer une école italienne à Damas serait accepter le partage, et donc l'abandon partiel, d'un territoire français. La seule situation acceptable est celle d'un monopole des établissements français. On ne saurait accepter de voir flotter le drapeau italien à côté du drapeau français parce que là où sont les écoles françaises, c'est déjà la France.
- 37 Enfin, rien ne montre mieux l'idée que se font les responsables français du rôle des établissements français dans l'Empire ottoman que la différence de leurs réactions selon la région de l'Empire où s'exerce la concurrence étrangère à laquelle sont soumis ces établissements. On ne voit aucun inconvénient à ce que s'ouvrent des écoles étrangères à Constantinople ou à Smyrne. De même on accepte sans difficulté que des congrégations établies à Constantinople abandonnent la protection de la France et viennent se placer sous la protection italienne. Mais, lorsqu'il s'agit de la Syrie, les réactions deviennent très vives. Elles sembleraient même démesurées si l'enjeu était seulement un enjeu de diffusion culturelle ou linguistique. Leur apparent excès indique très précisément ce qui est enjeu. La Syrie, comme l'indique ingénument le consul général de France à Beyrouth en avril 1907, est « une terre française¹³. » Et, à l'évidence, si la Syrie est française, le seul drapeau qu'on puisse y voir flotter est le drapeau français.
- 38 Il faut donc prendre au sérieux le lexique très militaire qui sert, à l'époque, à décrire la concurrence qui oppose les écoles françaises et les autres écoles européennes. Il y a des

« positions » à tenir, les « attaques » à « repousser », le « terrain » qu'il faut « occuper », des « victoires » à remporter. Ces mots ne surprennent plus d'avoir été, et jusqu'aujourd'hui, si souvent utilisés. Ils indiquent très précisément la représentation qu'on se faisait alors des enjeux de l'action de la France dans le domaine scolaire. Si une école française est Un territoire français et rend française la ville où elle est établie, toute implantation d'une école étrangère dans cette ville est, à proprement parler et sans exagération, une invasion. Il faut défendre la Syrie française des invasions étrangères.

La conquête pacifique d'un pays par une langue

- 39 En 1919, se réunit un « Congrès français de la Syrie » dont la section de l'enseignement rassemble les principales personnalités représentatives de l'action de la France en Syrie dans le domaine scolaire. On y trouve des religieux chrétiens (les R. P. Brémond et de Dianous, de la Compagnie de Jésus, le R. P. Federlin des P.P. Blancs de Jérusalem, dorn Benoît Gariador, abbé des bénédictins à Jérusalem, le frère Justinus, secrétaire général de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, le R. P. de la Congrégation de la Mission...), mais aussi le grand rabbin Meiss, de l'Alliance israélite universelle. Les laïques sont bien représentés avec le président de l'Alliance Française, Jules Gauthier, le président de la commission des Affaires étrangères et ancien ministre Franklin-Bouillon ainsi que Payot, recteur de l'université d'Aix-Marseille. Le congrès est ouvert par Paul Huvelin, professeur à l'université de Lyon. Huvelin souligne¹⁴ « l'hégémonie intellectuelle » qu'exerce la France en Syrie :

Pour que l'effort d'enseignement français saute, en quelque sorte, aux yeux, M. Brenier [un des organisateurs] a eu l'heureuse idée de l'aire dresser une carte de Syrie, qui est affichée dans la grande salle de nos réunions, et de jalonner, sur cette carte, nos écoles françaises par autant de petits drapeaux. Nous pouvons contempler cette œuvre avec fierté : les petits drapeaux couvrent tout le pays... Il y a là. Messieurs, quelque chose d'admirable. Je ne sais pas si l'histoire nous fournit un autre exemple de la conquête pacifique d'un pays par une langue.

- 40 Huvelin exprime assez bien ce que fut l'enjeu véritable de l'action de la France en Orient. Les écoles françaises ont couvert la Syrie de drapeaux français. La carte qu'Huvelin désigne à l'attention de l'assemblée est déjà, avant l'attribution des mandats, la carte d'une Syrie française.
- 41 Cette fonction stratégique assignée aux établissements scolaires - préparer et justifier l'appropriation d'espaces géographiques - l'a emporté sur toute autre considération. En particulier, la politique anticléricale n'y résiste pas. Il est revenu aux plus anticléricaux des hommes politiques d'assurer le développement des établissements des congrégations. Les politiques, ceux qui voyaient la rentabilité à long terme des établissements congréganistes, l'ont emporté, très largement, sur les idéologues pour qui la lutte contre le cléricalisme ne devait connaître ni limites ni frontières.
- 42 Ils l'ont aussi emporté sur les pédagogues. Régulièrement, les méthodes pédagogiques des congrégations sont dénoncées pour être obsolètes, faire une place trop importante à la simple mémorisation, ignorer la méthode expérimentale et les développements récents de la science pédagogique. Ces campagnes ne remettent pas en cause le soutien politique et financier dont bénéficient les établissements des congrégations.

- 43 Le 24 juillet 1923 est signé le traité de Lausanne qui accorde à la France le mandat sur la Syrie et le Liban. En même temps qu'une période de l'histoire de la région, c'est un moment fondateur de l'histoire de la diffusion de la langue française qui s'achève.

BIBLIOGRAPHIE

COSTE, Daniel (coord.) (1984) : *Aspects d'une politique de diffusion du français langue étrangère depuis 1945, matériaux pour une histoire*. Paris, Hatier.

PORCHER, Louis (1987) : *Champs de signes, états de la diffusion du français langue étrangère*. Paris, Didier/CREDIF.

RIFFIER, Jean (2000) : *Les œuvres françaises en Syrie (1860-1923)*. Paris, L'Harmattan.

SHORROCK, Williams (1976) : *French Imperialism in the Middle East : the failure of policy in Syria and Lebanon, 1900-1914*. Madison (Wisconsin).

THOBIE, Jacques (1977) : *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman, 1895-1914*. Paris, Publications de la Sorbonne.

Par ailleurs, l'essentiel de la documentation utilisée provient des archives du ministère des Affaires étrangères qui se trouvent pour partie à Paris (37, quai d'Orsay) et pour partie à Nantes (17, rue de Casterneau). Parmi les fonds les plus utiles :

- Correspondance politique et commerciale 1897-1918, avec, en particulier les séries Turquie (N.S., Turquie) et Saint-Siège (N.S., Saint-Siège).
- Affaires diverses politiques (1815-1896) et, notamment, la série Secours religieux (A.D.P., secours religieux).
- Les Papiers d'Agents - Archives Privées. (P.A.-A.P.) et, parmi eux, ceux des diplomates en poste dans la région (Paul Cambon, Outrey, Coulondre).
- Parmi les fonds d'archives rapatriées des postes diplomatiques et consulaires, les fonds Beyrouth, Jérusalem et Constantinople.

NOTES

1. Charmetant, Mgr F., *Constantinople, Syrie et Palestine, lettre ouverte à nos hommes d'état*. Paris, 1915
2. Cité dans Mantran, R., *Histoire de l'empire ottoman*, Paris, 1989, p. 501
3. Archives Diplomatiques (A. D.) ; PA-AP. Cambon, P., 21, p. 51
4. Cité dans Louvet, L.E., *Les Missions catholiques au XIX^e siècle*, Paris, 1894, p. 79.
5. Archives diplomatiques (A.D.) ; N.S. Turquie, 125, p. 221
6. Le vicomte de Petiteville, consul général de France en Syrie à Flourens, ministre des Affaires étrangères, le 14 octobre 1887, A.D. ; Beyrouth, 30.
7. A. D. ; C. adm., 147, p. 22.
8. Chambre des Députés, séance du 29 février 1888.

9. A. D. ; N.S., Saint-Siège, 44, p. 209-210.
 10. A. D. ; Constantinople. 685, n.p.
 11. A. D. ; N.S., Turquie, 107, p. 81 et sqles.
 12. A, D ; N.S., Saint Siège. 36, p. 118-125.
 13. A.D. ; Constantinople, 665, n.p.
 14. *Le congrès français de la Syrie*, Paris, 1920, p. 7.
-

RÉSUMÉS

Les établissements scolaires français dans l'Empire ottoman, notamment en Syrie, connaissent, à partir de 1880, un dynamisme nouveau. Cet essor donne lieu à des conflits avec les autres nations européennes, où se mêlent compétitions linguistiques et rivalités coloniales.

As from 1880. French educational establishments in the Ottoman Empire expanded rapidly, mainly in Syria. It led to conflicts with the other European nations, based on linguistic competition and colonial rivalries.

INDEX

Mots-clés : Empire ottoman, Syrie, rivalité coloniale, établissements scolaires, XIXe siècle, XXe siècle

Keywords : Ottoman Empire, Syria, colonial rivalry, educational establishments, XIXth century, XXth century

AUTEUR

JEAN RIFFIER

Lycée Victor-Duruy Paris